

approches : 1/ sur la présidence en elle-même, déjà qualifiée de post-moderne¹, et 2/ sur la façon dont Bill Clinton a utilisé l'« *image making* »² pour servir le pouvoir présidentiel dans le jeu politique. Malgré ces remarques, l'approche pluridisciplinaire pertinente ajoutée à la diversité des exemples et à leur contextualisation précise font de cet ouvrage une lecture intéressante sur les thèmes du *leadership* politique, du pouvoir présidentiel et des médias.

Thomas Ehrhard -

Université Paris II-Panthéon Assas, CECF

Hall (Peter A.), Lamont (Michèle), eds
- *Social Resilience in the Neoliberal Era.* -
New York, Cambridge University Press, 2013.
xx + 396 p. Figures. Index.

Nouveau fruit de la collaboration entre Peter Hall et Michèle Lamont³, *Social Resilience in the Neoliberal Era* poursuit un double objectif. L'ouvrage propose en premier lieu d'explorer les conséquences de trente années de réformes néolibérales dans le monde. Le néolibéralisme (envisagé alternativement comme théorie économique, idéologie, paradigme gouvernemental ou imaginaire social) est étudié au travers des recompositions des ordres institutionnels et culturels qu'il provoque. Prenant acte de la dimension syncrétique de ce phénomène, les auteurs étudient la manière dont des individus, communautés et sociétés ont mobilisé des ressources variées pour faire face aux transformations induites par cette source de changement. Le concept de *résilience sociale*, qui renvoie à la capacité de groupes sociaux ou de nations à assurer le maintien et le développement de leur bien-être face aux défis auxquels ils sont confrontés, forme la clef de voûte de ce raisonnement. Les auteurs prennent d'emblée leurs distances avec les conceptions psychologique et écologique du terme, pour en proposer un usage plus dynamique. Chez P. Hall et M. Lamont, la résilience ne désigne pas seulement, comme c'est le cas pour les disciplines précitées, un état antérieur retrouvé par un système ou un individu après un

événement traumatique – elle s'applique également au cas de groupes qui ont mis à profit cet épisode pour transformer positivement leur situation. Cette problématique initiale est abondamment discutée dans quatre parties thématiques, qui regroupent une douzaine de contributions. Une attention prioritaire est accordée à l'étude des répertoires culturels et des identités collectives pour la compréhension des différentes expressions de la résilience sociale face au néolibéralisme.

En suivant la typologie présentée par Gérard Bouchard (chapitre 9), trois modèles génériques de résilience peuvent être distingués dans l'ouvrage : conservatrice, la première voit les acteurs sociaux user de ressources pour sécuriser leur bien-être face, par exemple, au creusement des inégalités économiques. C'est le cas des dirigeants scolaires locaux de Colombie britannique étudiés par Clyde Hertzman et Arjumand Siddiqi (chapitre 10). Dans un contexte de réformes néolibérales et de réduction des dépenses à l'échelle fédérale, ceux-ci se mobilisèrent pour alléger le fardeau supporté par les familles dans l'éducation des jeunes enfants. Une résilience adaptative, quant à elle, voit une population ajuster sa situation par la négociation ou le compromis. La contribution de Will Kymlicka sur le multiculturalisme (chapitre 3) en fournit un exemple. De robustes coalitions sont parvenues à sauvegarder les droits et les avantages conquis par certaines minorités culturelles face à un programme néolibéral hostile, qui craignait que ces acquis ne favorisent un « cycle de dépendance » à l'égard du gouvernement. Sous la pression de mobilisations diverses, une nouvelle gestion de l'ethnicité s'est alors faite jour. Mais au Canada et en Australie, pays pionniers de ce « multiculturalisme néolibéral », la promotion de droits nouveaux a essentiellement consisté en l'inclusion de certaines communautés dans la compétition économique – ne traitant qu'à la marge des mécanismes d'exclusion sociale dont elles étaient l'objet. Enfin, troisième modèle, la résilience progressive s'apparente à la situation du Québec telle que décrite par G. Bouchard, où les gouvernements de la

1. Steven Schier, *The Postmodern Presidency. Bill Clinton's Legacy in U.S. Politics*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2000.

2. Shawn J. Parry-Giles, Trevor Parry-Giles, *Constructing Clinton. Hyperreality & Presidential Image-Making in Postmodern Politics*, New York, Peter Lang International Academic Publishers, 2002.

3. Voir Peter A. Hall, Michèle Lamont (eds), *Successful Societies. How Institutions and Culture Affect Health*, New York, Cambridge University Press, 2009.

province sont parvenus à user du contexte néolibéral pour diversifier leur économie, tout en promouvant la dépense sociale, l'économie solidaire et les structures coopératives.

L'ouvrage est parcouru par une thèse centrale, selon laquelle les multiples aspects du néolibéralisme ne sauraient être fonction de l'ampleur de sa mise en œuvre ; ils doivent également se comprendre à l'aune des capacités de collectifs à s'adapter, voire à requalifier le projet dont celui-ci est porteur. Le livre se présente donc comme une étude du changement social et des manières de l'appréhender. Le concept de résilience lui assure une grande cohérence, renforcée, il est vrai, par la qualité des sources et des données présentées par les contributeurs. On peut toutefois regretter que, malgré sa fécondité, l'approche retenue conduite à occulter l'étude de l'élaboration même des politiques publiques – voire des capacités de résilience déployées par ou au sein de certains organismes gouvernementaux. Les comparaisons internationales menées par Peter Evans et William Sewell (chapitre 1) ou par P. Hall et Lucy Barnes (chapitre 8) viennent en partie combler ce manque, mais ne sont pas suffisamment articulées aux recherches menées à de plus petites échelles, qui constituent pourtant le cœur de l'ouvrage. Malgré cette limite, *Social Resilience in the Neoliberal Era*, tant par l'ambition de sa problématique que par la richesse des terrains étudiés, peut être considéré comme l'un des examens les plus approfondis à ce jour de la réalité contemporaine du néolibéralisme, ainsi que de ses effets contrastés.

Cyril Benoît -

Sciences Po Bordeaux, Centre Émile Durkheim

Wurzel (Rüdiger K. W.), Zito (Anthony R.), Jordan (Andrew J.) - *Environmental Governance in Europe. A Comparative Analysis of New Environmental Policy Instruments*. - Cheltenham, Edward Elgar, 2013. xiv + 286 p. Figures. Bibliogr. Index.

Dix ans après leur premier ouvrage consacré aux « nouveaux instruments de politique environnementale » (les NEPIs)¹, les trois politistes publient le second volet d'un vaste programme de recherche comparative entamé en 2000. Plus qu'une simple mise à jour de leurs données, ce livre propose

d'approfondir la réflexion en démontrant la valeur explicative d'une approche centrée sur les instruments d'action publique. Il ne s'agit plus seulement d'analyser la mise en œuvre de ces NEPIs et d'interroger leur nouveauté. Cette fois, les auteurs s'intéressent, par leur intermédiaire, à cette notion aux contours incertains qu'est la gouvernance. Leur démarche repose sur un double constat méthodologique et théorique : un niveau d'abstraction souvent élevé des travaux sur la gouvernance et, à l'inverse, une analyse parfois trop empirique des instruments d'action publique. L'ambition de l'ouvrage consiste alors à faire dialoguer ces deux champs de recherche pour apporter une contribution, étayée empiriquement et solide théoriquement, à l'analyse de la gouvernance.

D'emblée, les auteurs font état de leur scepticisme à l'égard d'une dynamique souvent considérée comme acquise ou inéluctable : celle du remplacement du gouvernement par la gouvernance. Pour réfuter ce postulat, les auteurs combinent judicieusement le prisme des instruments et celui des politiques environnementales. Selon eux, la notion de gouvernance ne repose pas seulement sur une dilution des pouvoirs, entre acteurs publics et privés, et sur un enchevêtrement de compétences entre les différentes échelles d'action publique. Elle implique également la mise en cause des formes d'intervention traditionnelles de l'État et d'autres types d'autorités publiques. En d'autres termes, à des modes de régulation hiérarchiques, *top down*, devraient donc succéder de « nouveaux modes de gouvernance » plus souples, horizontaux, « *self steering* ». Quant aux politiques environnementales, elles ont été longtemps perçues comme étant, par nature, des politiques de régulation. Le développement de nouveaux modes de gouvernance devrait donc y être d'autant plus visible. La transversalité des enjeux environnementaux permet enfin d'interroger d'autres secteurs de l'action publique. Une évolution des modes de régulation se répercuterait en effet sur une multitude d'autres domaines (énergie, transports, agriculture, etc.). Pour les auteurs, ces postulats ne se vérifient pas vraiment dans la pratique.

Les trois premiers chapitres inscrivent l'étude comparative au cœur d'un certain nombre de débats théoriques. Une revue

1. Andrew Jordan, Rüdiger Wurzel, Anthony Zito, « *New* » *Instruments of Environmental Governance ? National Experiences and Prospects*, Londres, Frank Cass, 2003.